



Dr. Olivier Buirette

Qui aurait pu prévoir, il y a seulement 20 ans, l'incroyable parcours politique d'Edi Rama qui fut le si populaire maire de la ville de Tirana de 2000 à 2011, ayant été réélu en 2004. Il devait alors mener une politique active de rénovation de la ville donnant à celle-ci, par une politique fort créative, de belles couleurs chatoyantes aux immeubles et surtout un réaménagement urbain ambitieux. L'objectif ? Faire sortir la capitale du pays des aigles d'une longue période sombre d'un des régimes les plus sévères du camp communiste : celui de l'Albanie d'Enver Hodja qui fut au pouvoir sans discontinuer de 1944 à 1985, soit pendant 41 ans.

Mais c'est surtout comme premier ministre à compter de juin 2013 qu'il va pouvoir lancer son vaste chantier de rénovation du pays et surtout son ouverture vers le monde. Après l'adhésion à l'OTAN en 2009 qui avait été ratifiée par 95 % de la population albanaise, la mise en place d'une politique très volontariste de préparation du pays à une candidature à l'entrée dans l'Union européenne est mise en œuvre.

Il mènera alors une politique néo libérale avec réduction des dépenses publiques et lutte contre la corruption, tout en développant une impressionnante politique de grands travaux (routes modernisées, bâtiments publics modernes

## Edi Rama et la modernisation tranquille de l'Albanie

constructions massives de logements sociaux etc). Tout ceci mettra un terme à la récession, restaurera la croissance économique du pays et fera baisser le taux de chômage.

Sur le plan extérieur, c'est en 2014 qu'est officialisée la candidature du pays à l'Union Européenne ; une candidature associée à une astucieuse politique de renforcement des liens avec la Turquie avec laquelle beaucoup d'intérêts convergent. La poursuite de la politique de redressement du pays continue après les législatives de 2017 qu'Edi Rama remporte, lui permettant d'accentuer encore les réformes et l'enracinement vers l'occident du pays.

Avril 2021 verra de l'inédit depuis la fin de la guerre froide dans la région avec la victoire d'Edi Rama qui devait alors entamer un 3<sup>e</sup> mandat comme premier ministre. Le leader albanaise est ainsi élevé au rang des personnalités politiques de premiers plans dans les Balkans récoltant les bénéfices de sa politique de ralliement vers l'occident.

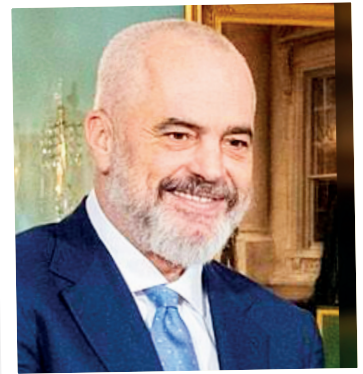
L'opposition devait brandir les risques de dérives autocratiques du pouvoir de celui qui devait être à présent, à 56 ans, l'homme fort de la région avec encore beaucoup d'avenir devant lui. On le dit certes autoritaire et personnalisant son pouvoir, mais en fait c'est bel et bien un véritable homme d'état qui émerge ici et qui a pu enfin amener l'Albanie vers

la voie de la modernité. Une réussite d'autant plus impressionnante quand on pense à l'état du pays ravagé par presque un demi-siècle d'un isolement quasi-total et une transition post-communiste très chaotique.

Dans ce cadre, le récent choix de la Serbie voisine de reconduire son accord gazier avec la Russie pour 3 ans alors que l'heure est aux sanctions suite à la guerre en Ukraine, depuis le 24 février 2022, ne peut que renforcer, à l'inverse, la pertinence des choix pro occidentaux d'Edi Rama. Le passage en 2023 de la Croatie (le dernier entrant dans l'UE en 2013) à la monnaie unique va aussi dans ce sens. En résumé le ralliement vers l'occident avec l'adhésion à l'OTAN pour la dimension militaire et à l'UE pour la dimension économique s'avère plus que payante.

Il reste cependant à voir les perspectives d'avenir à moyen terme et la reprise, sans doute, de la politique d'élargissement dans une Europe toujours secouée par les diverses crises qu'elle traverse depuis 2008.

La récente relance du projet de confédération européenne par l'ancien premier ministre italien Enrico Letta, secrétaire du parti démocrate italien et actuel président de l'Institut Jacques Delors, ainsi que partisan d'une Europe forte, était resté sans succès depuis 1989. Cette relance pourrait par ailleurs créer des



passerelles afin d'arrimer des états européens qui, pour tout un tas de raisons, n'ont toujours pas pu finaliser le processus. Enfin le récent rapprochement économique entre la Serbie, la Macédoine du Nord et l'Albanie dans le cadre d'Open Balkan, autrement appelé mini Schengen européen, ne pourrait que contribuer à un rapprochement vers l'UE. Là encore Edi Rama, aux termes de ces récents succès, pourrait bien devenir la figure de proue de la fin du processus de l'intégration des Balkans de l'Ouest dans l'Union Européenne.

La finalisation de la consolidation de l'UE est plus que jamais en cours dans la région. Souhaitons-lui une issue heureuse.



Dr. Mireille Sadège

Docteure en histoire des relations internationales

Un dimanche après-midi estival à Istanbul, contrairement à Paris pas de canicule mais un temps agréable. Aujourd'hui, les Français votent pour le second tour des élections parlementaires et les bacheliers turcs passent le concours d'entrée à l'université. Moi, je suis sortie pour aller voter, les rues de Moda (mon quartier) sont envahies par la foule qui s'amuse dans les restaurants et les cafés. Depuis déjà plusieurs mois, ce n'est plus la Covid qui fait parler d'elle mais plutôt l'inflation galopante et la vie chère. Tandis que cette dernière atteint des chiffres records jamais vus dans le pays, bien que ce dernier soit habitué à des taux à deux chiffres de

## Dimanche 19 juin

l'inflation, la fréquentation des lieux de divertissement comme les cafés et les restaurants hauts de gamme ne baisse pas, comment faut-il expliquer ce phénomène ? Pour le chroniqueur politique du quotidien *Cumhuriyet* Orhan Bursalı, cela est relatif aux prix de location dans les grandes villes comme Istanbul, Izmir et Ankara. En effet, ces derniers ont explosé depuis le début de l'année, particulièrement à Istanbul. Les Turcs de la classe moyenne investissant depuis longtemps dans l'immobilier voient désormais une forte hausse de leurs revenus de location, ce qui leur procure, à ces 4 à 5 millions de personnes, un pouvoir d'achat confortable même par ces temps de crise. C'est ce qui explique pourquoi les lieux de divertissements ne se désertifient pas.

Dans quelques jours, l'été commencera avec la fête de la musique. Mais la Fondation pour l'art et la culture d'Istanbul (IKSV) n'a pas attendu pour lancer son 50<sup>ème</sup> festival de musique classique

qui bat son plein depuis le 6 juin. C'est dans ce cadre que dimanche dernier, je suis allée écouter dans l'extraordinaire salle du centre culturel Atatürk (AKM) l'orchestre symphonique de la présidence de la République ainsi que Gauthier Capuçon. Une soirée inoubliable. Et lundi 20 juin, j'irai au concert de jazz lyrique *Mare Nostrum* avec Richard Galliano (à l'accordéon), Paolo Fresu (à la trompette) et Jan Lundgren (au piano) qui aura lieu dans le magnifique cadre du Palais de France à Istanbul.

Mais pour l'instant, j'attends l'annonce des résultats du second tour des élections. Les commentaires sur les chaînes d'information laissent penser que le Président Macron n'aurait pas la majorité absolue au sein de l'Assemblée. Et à l'annonce des résultats, nous avons la confirmation. Le Président Macron est désavoué par les Français, NUPES est désormais le premier parti de l'opposition mais la surprise de la soirée vient du côté du parti de Marine Le Pen, qui obtient 87 sièges au Parlement, du jamais vu. Très vite se pose alors la question suivante : Comment le Président



Macron va-t-il mener sa politique et ses réformes sans une majorité absolue au Parlement ? Va-t-il s'allier avec la droite traditionnelle ou bien l'extrême droite ? La réponse, nous l'aurons dans les mois à venir.

Je finirai par une remarque que j'ai entendue lors de cette soirée : les présidents refusent l'élection des députés à la proportionnelle, alors ce sont les Français qui l'ont introduite dans l'Hémicycle, grâce à leur vote.

